



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

généralités

Question au Gouvernement n° 1490

Texte de la question

POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. le président. Nous commençons par une question du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. La parole est à M. Yves Nicolin.

M. Yves Nicolin. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre. Il est intéressant de relire les vœux du Président Hollande aux Français pour 2013 afin d'éclairer la sincérité de ses vœux pour 2014. (*Rires sur les bancs du groupe UMP.*) Pour 2013, le Président promettait le rétablissement des comptes publics, un pacte de compétitivité pour les entreprises et l'inversion, à la fin de 2013, de la courbe du chômage.

M. Guy Geoffroy. Eh oui !

M. Yves Nicolin. Vous avez échoué sur tous ces sujets. En ce qui concerne d'abord le déficit, vous vous étiez engagés, en 2013, à le ramener à 3 % du PIB. Or il sera de 4,1 %, malgré les 50 milliards d'impôts nouveaux votés par votre majorité – du jamais vu ! Le Président Hollande a, sur ce premier point, trompé les Français.

Le pacte de compétitivité, ensuite, est un flop retentissant qui oblige le Président à promettre un nouveau pacte pour 2014. Après le pacte de compétitivité version 2013, voici celui de responsabilité avec les entreprises pour 2014. Quelle fuite en avant ! Sur ce deuxième point, votre gouvernement trompe une nouvelle fois les Français.

Le seul point positif des vœux du Président aura été sa prise de conscience – tardive – du ras-le-bol fiscal qu'il impose à notre pays depuis dix-huit mois. Mais quelle est la crédibilité de cette prise de conscience ? C'est un Président dépassé par les événements qui improvise à vingt heures le 31 décembre une promesse de baisse de la pression fiscale, tandis que, de son côté, à zéro heure une minute, le 1er janvier, votre gouvernement engage le prélèvement de 12 milliards supplémentaires sur les ménages de France, avec la hausse de la TVA – que vous combattiez pourtant hier –, des cotisations retraite et de l'impôt sur le revenu.

Quant à l'inversion de la courbe du chômage, vous vous êtes enferrés dans une promesse qui vous conduit à nier la réalité que les Français constatent malheureusement chaque jour dans leur famille.

Monsieur le Premier ministre, quand allez-vous sortir de votre déni de réalité et avouer aux Français votre échec ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. Monsieur le député, vous avez parlé à juste titre de crédibilité. Je pense que vous faisiez allusion à l'opposition, laquelle est bien incapable de faire la moindre proposition.

(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.) C'est pourtant vrai : M. Copé a annoncé il y a quelque temps, pour améliorer la situation de notre pays, une baisse des dépenses publiques de 130 milliards...

M. Christian Jacob. Que vous êtes mauvais !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. ...sans jamais nous dire exactement de quoi il s'agissait, comme s'il existait une méthode miracle pour baisser la dépense publique.

M. Christian Jacob. Vous êtes incapable de défendre votre politique !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. Nous, monsieur Nicolin, nous ne nous contentons pas de paroles ; nous agissons. Je vous renvoie, puisque vous semblez découvrir des choses nouvelles, à ma déclaration de politique générale de juillet 2012.

M. Yves Nicolin. C'est vieux !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. J'avais, sans complaisance, dressé un tableau de la situation dont nous avons alors hérité, c'est-à-dire une France endettée, un déficit public considérable, mais aussi des services publics en jachère, des réformes jamais engagées, des inégalités qui n'avaient cessé de croître et la perte d'influence politique de la France. Voilà la situation que nous avons trouvée. L'engagement que j'avais pris était de travailler au redressement de la France. Ce redressement est en marche.

M. Bernard Roman. Très bien !

M. Jean-Marc Ayrault, Premier ministre. Le Président de la République n'a pas dit autre chose le 31 décembre. Il faut amplifier et accélérer ce redressement, ce qui suppose de réduire notre déficit et de diminuer la dépense publique pour retrouver des marges de manœuvre permettant de réaliser des investissements d'avenir, d'investir dans l'éducation et dans la formation, tout en poursuivant et en gagnant la bataille de la croissance et de l'emploi, en France et en Europe. C'est ce chantier qui nous conduit à proposer aux acteurs économiques et sociaux un nouveau pacte, un pacte d'avenir et de responsabilité. La semaine prochaine, le Président de la République dira aux Français son ambition et sa méthode, mais tel est bien l'enjeu pour l'avenir de la France.

Vous pouvez vous livrer autant que vous voulez au « Hollande *bashing* » ou au « Ayrault *bashing* », mais il y a un « *bashing* » que je n'accepte pas : c'est celui auquel vous soumettez la France. J'aimerais que, de temps en temps, mesdames et messieurs les députés de la droite ultra-conservatrice, vous ayez un peu envie de défendre notre pays et que vous disiez que la France est, non pas le problème, mais la solution.

(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe écologiste – Huées sur les bancs du groupe UMP.) La solution, c'est de réformer notre modèle social et républicain, non pour le détruire, mais pour lui donner un avenir. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs du groupe écologiste.)*

Données clés

Auteur : [M. Yves Nicolin](#)

Circonscription : Loire (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1490

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 janvier 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 janvier 2014](#)